



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/48/L.44
6 décembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 35 de l'ordre du jour

QUESTION DE PALESTINE

Afghanistan, Cuba, Indonésie, Jordanie, Malaisie, Malte,
Sénégal, Tunisie et Yémen : projet de résolution

Règlement pacifique de la question de Palestine

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions pertinentes, dont la plus récente est la résolution 47/64 D du 11 décembre 1992,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général, en date du 19 novembre 1993¹,

Soulignant qu'un règlement global du conflit au Moyen-Orient, au coeur duquel se trouve la question de Palestine, contribuerait pour beaucoup à la paix et à la sécurité internationales,

Prenant note de la convocation à Madrid, le 30 octobre 1991, de la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient et des négociations bilatérales qui ont suivi, ainsi que des réunions des groupes de travail multilatéraux,

Notant également que l'Organisation des Nations Unies a pris pleinement part, en temps que participant extérieur à la région, aux travaux des groupes de travail multilatéraux,

Tenant compte de la reconnaissance mutuelle du Gouvernement de l'Etat d'Israël et de l'Organisation de libération de la Palestine, en tant que représentant du peuple palestinien, de la signature, à Washington, le 13 septembre 1993 par les deux parties de la Déclaration de principes sur des

¹ A/48/607-S/26769.

arrangements intérimaires d'autonomie², ainsi que des négociations qu'elles ont tenues par la suite,

Se réjouissant de la convocation à Washington, le 1er octobre 1993, de la Conférence de soutien à la paix au Moyen-Orient,

1. Réaffirme la nécessité de parvenir à un règlement pacifique de la question de Palestine, sous tous ses aspects, qui est au coeur du conflit arabo-israélien;

2. Appuie le processus de paix engagé à Madrid ainsi que la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, et formule l'espoir que ce processus conduira à l'établissement d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient;

3. Souligne que l'Organisation des Nations Unies doit jouer un rôle accru et plus actif dans le processus de paix en cours ainsi que dans l'application de la Déclaration de principes;

4. Exhorte les Etats Membres à fournir une aide économique et technique au peuple palestinien;

5. Met l'accent sur les prochaines négociations au sujet du règlement final et réaffirme les principes ci-après aux fins de la réalisation d'un règlement final et d'une paix globale :

a) Réalisation des droits nationaux légitimes du peuple palestinien, dont, au premier rang, le droit à l'autodétermination;

b) Retrait d'Israël du territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem, et des autres territoires arabes occupés;

c) Accords garantissant la paix et la sécurité de tous les Etats de la région, y compris ceux qui sont nommés dans la résolution 181 (II) du 29 novembre 1947, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues;

d) Règlement du problème des réfugiés de Palestine conformément à la résolution 194 (III) du 11 décembre 1948, et aux résolutions postérieures;

e) Règlement du problème des colonies de peuplement israéliennes, qui sont illégales et constituent un obstacle à la paix, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

f) Garantie de la liberté d'accès aux Lieux saints et aux édifices et sites religieux;

² A/48/486-S/26560, annexe.

6. Prie le Secrétaire général de poursuivre ses efforts auprès des parties concernées, et en consultation avec le Conseil de sécurité, en vue de faire prévaloir la paix dans la région, et de soumettre des rapports intérimaires sur l'évolution de la situation à cet égard.
